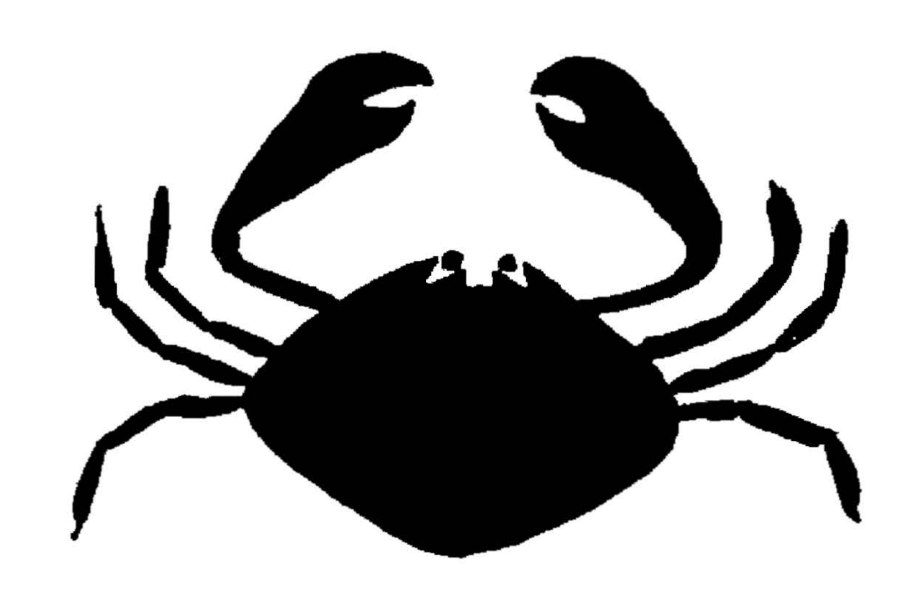
# LES GRANDES LIGNES DE LA SITUATION AU CAMEROUN



Union des populations du Cameroun



D'aucuns ont soutenu et soutiennent encore avec fracas que le gaullisme a mené en Afrique une oeuvre de décolonisation, qu'il était le dispensateur de l'indépendance nationale et partant le fidèle défenseur des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité aussi bien en France que dans tout l'empire colonial français. Ces zélés admirateurs du gaullisme se basent sur le fait qu'en l'espace de trois ans, de 1960 à 1962, la quasi totalité des pays africains de l'empire ont accédé à l'indépendance nationale.

Une campagne savamment montée est orchestrée en France et en Afrique pour imposer comme vérité cette opinion aux peuples révolutionnaires africains et français. Mais les faits sont têtus et chaque jour qui passe convainc de plus en plus de gens sur le bluff d'une indépendance téléguidée, une indépendance conçue dans le cadre de la réadaptation du système d'oppression et d'exploitation des monopoles impérialistes français dans le cadre de l'impétueux courant révolutionnaire qui secoue violemment les oppresseurs et libère les uns après les autres les peuples opprimés des colonies et des semi-colonies.

La récente intervention des paras gaullistes au Gabon qui a abouti au renversement par la force des armes du gouvernement révolutionnaire que le peuple gabonais souverain s'est donné et au rétablissement du régime exécré de Léon Mba a ouvert les yeux aux plus aveugles et leur a permis de toucher du doigt les dessous de la politique gaulliste de "décolonisation".

L'intervention française au Gabon est venue éclairer d'un jour nouveau le caractère barbare et injuste de la guerre d'extermination que les troupes françaises mènent depuis de longues années contre le peuple kamérunais. En accordant une indépendance formelle aux peuples

africains, l'impérialisme français pensait avoir trouvé là un atout pour endormir la conscience révolutionnaire des peuples et perpétuer la même domination coloniale d'hier sous une forme plus subtile, plus camouflée. Mais il s'est placé ainsi dans une des plus déchirantes contradictions. D'un côté, on accorde une indépendance politique ; de l'autre, on prend des mesures sérieuses pour orienter la diplomatie des Etats prétendument libérés, domestiquer systématiquement les hommes au pouvoir et renforcer la mainmise des monopoles capitalistes français sur les secteurs déterminants de l'économie nationale.

De leur côté, les peuples, toujours sous le joug de l'oppression et se sentant à bien des égards plus férocement exploités que sous le régime colonialiste d'hier, ne peuvent croire à la campagne démagogique qui prétend qu'ils sont libres et indépendants. D'où le regain d'activité révolution naire qui, de plus en plus, secoue l'Afrique au fur et à mesure que se déchire et tombe en lambeaux le voile de la philanthropie et de la décolonisation gaulliste qui, pendant près de trois ans, a couvert la figure hideuse du vieux régime colonialiste et impérialiste français.

L'examen de la grave situation qui prévaut au Kaméroun illustre davantage le bluff de l'indépendance téléguidée et de la politique gaulliste de décolonisation. Dans ce document, nous donnons les traits essentiels de la vie politique au Kamerun, des dures conditions des travailleurs et des fléaux sociaux qui sont le lot du peuple kamérunais et que le néo-colonialisme français a particulièrement aggravés. Cette oppression et cette exploitation sans nom, ces fléaux et l'intolérable misère des masses laborieuses permettent d'expliquer l'explosion de la colère du peuple kamérunais qui lutte les armes à la main pour l'indépendance véritable et pour un régime vraiment démocratique.

# CHAPITRE I

## LA VIE POLITIQUE AU KAMERUN
## A L'ERE DE LA DICTATURE NEOCOLONIALISTE

----------

Le Kamerun est le pays africain où, de bonne heure, l'impérialisme exerce sa nouvelle méthode d'exploitation : le néocolonialisme. Les délégations étrangères qui ont participé aux "festivités" de l'indépendance le 1er janvier 1960 n'ont pas manqué de remarquer sur le vif que le peuple kamerunais a refusé de façon éloquente et conséquente cette escroquerie politique par laquelle le colonialisme français allait se consolider dans notre pays sous le couvert d'agents dociles dont M. AHIDJO est le chef de file. Lorsque par ailleurs on sait que tous les peuples aspirant à une véritable indépendance et que le peuple kamerunais en particulier l'a toujours revendiquée de façon active depuis 1948, on déduit aisément que l'indépendance octroyée à la clique Ahidjo n'en est pas une et que les populations du Kamerun luttent encore pour recouvrer la liberté pour leur pays.

Nous allons, en effet, voir en considérant la vie politique du Kamerun, depuis 1960, que l'exploitation impérialiste est sans interruption depuis bientôt 20 ans et que l'action du Mouvement de Libération à l'avant-garde duquel se trouve l'UPC est sans discontinuité depuis 16 ans

### I - Quelques jalons depuis 1960

1) ler janvier 1960 : Indépendance dans le sang mais les impérialistes français utilisent leurs forces militaires pour imposer leurs hommes de paille.

2) <u>21 février 1960</u> : Le peuple kamerunais rejette une constitution destinée à donner une assise juridique à un régime exécré. Malgré cette manifestation populaire, les autorités fantoches promulguent ladite constitution fasciste qui fait de l'Etat du Kamerun une colonie française version 1960.

3) <u>10 avril 1960</u> : Dans le cadre contesté de la constitution de février 1960 et avec le même scénario de truquage électoral, des élections sont organisées au cours desquelles des patriotes sont massacrés en masse. De là nait une Chambre fantoche qui va servir de paravant à l'installation d'Ahidjo et des autres institutions faites sur la mesure du colonialisme français et autres. Grâce à la vigilance du Peuple, quelques nationalistes se présenteront et seront élus : ce sont notamment Simon OWONO NIMBOE et Dr EYIDI BEBEY. Ils vont, malgré le caractère préfabriqué de cette "Assemblée Nationale", essayer de poser les véritables problèmes nationaux qui demeurent :

- l'amnistie totale et inconditionnelle,
- le retrait des troupes étrangères de répression et de conquête coloniale,
- la suppression des bases militaires françaises,
- l'abrogation des lois fascistes de 1959 et la restauration des libertés démocratiques et syndicales.

4) <u>3 novembre 1960</u> : Durant toute l'année 1960 le régime de M. Ahidjo est allé d'échec en échec. Ni la proclamation de l'indépendance, ni l'amnistie-piège destinée à couvrir la trahison des "députés des régions troublées", ni le rétablissement verbal de l'UPC fait pour couvrir les gens de le 3ème voie du jeune MAYI MATIP, rien ne parvient à tromper le peuple au combat. Au contraire, il enregistre des succès politiques et militaires, boycott actif et efficace des consultations de février et d'avril, contrôle de vastes zones du pays par l'A.L.N.K., à tel point que les diplomates américains réunis à Tanger ont dû reconnaître que "tôt ou tard, le futur dirigeant du Kamerun est F.R. MOUMIE" reprenant, à leur compte, ce qui a été maintes fois répété, à savoir que :

"Nul ne pourra valablement gouverner au Kamerun "contre l'UPC au Kamerun, il est impossible de "gouverner contre l'UPC, mais il est très possi- "ble, largement possible, de réaliser l'accord "avec l'UPC et de coopérer avec elle pour l'abou- "tissement des revendications légitimes du Peuple "Kamerunais" (RUBEN UM NYOBE)

Encore une fois, les réactionnaires choisissent la violence et le 3 novembre 1960, l'impérialisme français assassine par empoisonnement au Thallium, le Docteur F.R. MOUMIE, Président de l'UPC, croyant, par l'élimination de ce chef, arrêter le cours impétueux de la juste lutte de son peuple. Peine perdue.

5) Décembre 1960 : Une importante conférence de cadres réunie à Accra les différents responsables de l'avant-garde de la Révolution qui décide le renforcement de la Direction de la lutte dès que possible et lance un appel à toutes les forces patriotiques pour la constitution d'un Front National Uni. Parallèlement, l'ALNK assène des coups toujours plus violents à l'ennemi.

6) 1961 :

- L'ONU organise un référendum pour la réunification du Kamerun. Mais elle entérine la division illégale du Kamerun occidental pratiquée par la Grande Bretagne Ainsi, par le jeu de la géographie, le résultat du référendum qui est favorable aux aspirations du peuple kamerunais va se traduire par le rattachement du "Northern Cameroun" à la Fédération de la Nigérie, tandis que le "Southern Cameroun" forme avec le Kamerun occidental (néocolonie française) une Fédération.

- Ernest OUANDIE, Vice-Président de l'UPC, rejoint clandestinement les maquis du Kamerun.

- Martin SYNGAP, Chef d'Etat-Major Général de l'Armée de Libération, est abattu le 9 septembre par les soldats des troupes françaises de répression.

- La lutte armée continue de plus belle. Les autorités fantoches organisent une conspiration du silence autour des exploits de notre Armée de Libération. Mais le bilan militaire de juin 1961, ainsi que les réflexions des gars du régime, montre que :

"Le silence d'Ahidjo et de ses maîtres couvre des vol-"cans en éruption" (E. OUANDIE)

7) Janvier 1962 : Ce propos de notre combat n'empêche pas des Mayi-Matip d'entreprendre un prétendu "3ème Congrès de l'UPC" qui échoue lamentablement et lève définitivement la confusion entre eux et les partisans de la Révolution Populaire.

8) Février-mars :

- Ahidjo fait asphyxier près de 30 patriotes dans un wagon du train Douala-Yaoundé.

- Il entreprend un voyage aux USA au cours duquel il ne put contenir son affolement devant l'impétueux développement de la Révolution kamerunaise. L'aide des U.S.A. à Ahidjo est pour la première fois rendue officielle : 8 millions de dollars par an = 4 milliards d'anciens francs français.

9) Désarmé sur le plan intérieur, l'ennemi se porte sur le secteur extérieur où il s'attaque à la tête du Parti. Là aussi, il se casse la figure en septembre 1962, car :

10) Toujours vigilant, le Peuple en arme a institué une nouvelle direction de la Révolution : le Comité Révolutionnaire de l'UPC, plus nombreuse et plus adaptée à la nouvelle phase de notre lutte libératrice. Ce renforcement de la direction a eu lieu lors d'une importante Assemblée Populaire qui a, par ailleurs, doté l'ALNK d'un nouvel Etat-Major Général (E.M.G.).

11) Le 25 avril 1963 : une 2ème Assemblée Populaire faisait le bilan de 6 mois de lutte sous la direction du CR et aboutissait à un résultat entièrement encourageant. Appliquant la nécessité d'assainir les rangs pour renforcer

le parti et combattre l'ennemi, édictée par la ler Assemblée Populaire, les délégués du 25 avril 1963 unanimes suspendaient KUIGE, OSENDE et NTUMAZAH de toute responsabilité à la tête de la Révolution kamerunaise.

12) En janvier 1964 : 15 personnes sont assassinées sur les places publiques, dont plus de 10 pendant la seule journée du 3 janvier 1964.

13) Le 26 avril 1964, sous le régime du parti unique, franchement fasciste, M. Ahidjo, organise des élections d'où tous les patriotes sont éliminés par une loi électorale adaptée.

Tel est le survol rapide de la politique intérieure du Kamerun depuis l'indépendance juridique du ler janvier 1960. A cette politique correspond une diplomatie de "laquais" que l'on suit aisément. Rappelons simplement que cette diplomatie satisfait Paris, Washington, Bonn, Londres, Tel-Aviv, Formose ; ce qui situe bien les choses. Mais le régime qui opprime actuellement le peuple kamerunais est essentiellement une créature de l'impérialisme français.

## II - Le jeu français

Pour maintenir ses marionnettes de Yaoundé, la réaction française utilise, bien sûr, la répression militaire, policière et judiciaire ; l'aide en finance et technicien, l'aide culturelle et économique. Nous nous proposons d'insister ici sur le jeu politique de cette réaction dans notre pays. Ce jeu se résume dans ces mots : FICTION DE L'INDEPENDANCE.

- Fiction de l'indépendance sous le couvert de laquelle on organise l'état sur une base fasciste ; excuse : c'est leur affaire, il n'y a de démocratie nulle part dans les pays jeunes d'Afrique or nous sommes d'un pays de vieille démocratie ; donc, la dictature en question est bien l'affaire du gouvernement et nous est étrangère.

- Fiction d'indépendance grâce à laquelle on tolère des ouvertures vers les pays socialistes, étant entendu que toutes les précautions sont prises pour que ces ouvertures demeurent sans influence sur l'exploitation du peuple kamerunais et donnent, cependant, une apparence de "non alignement" au gouvernement fantoche de Yaoundé. Dans le domaine économique, les accords commerciaux avec les pays socialistes portent sur des produits soigneusement triés par la foule des techniciens français constituant le gouvernement du "Kamerun réel".

- Fiction d'indépendance par laquelle les militaires français, des officiers aux soldats, avec le concours des mercenaires de l'Armée de la Communauté exercent sur les populations du Kamerun une répression des plus féroces.

Cette fiction est encore plus nette dans la question des partis politiques.

III - Des partis politiques sous la dictature d'Ahidjo

Au Kamerun, le régime néocolonialiste s'est, comme la colonisation classique, attaqué aux partis politiques vraiment démocratiques.

Avant 1960, il s'agissait de créer plusieurs gropuscules destinés à s'opposer aux légitimes revendications du peuple kamerunais, symbolisées par l'UPC et ses organisations.

Après 1960, toujours par la même méthode de corruption et de force, il s'agit de contraindre tous les groupements à rentrer dans un parti unique fasciste : l'Union Camerunaise, ceux des partis qui s'y opposent sont déclarés dissous.

Mais, au Kamerun réel, malgré la contrainte policière et judiciaire, on distingue 8 partis politiques :

1°) L'Union Camerounaise : le "parti au pouvoir", son chef est le dictateur Ahidjo, son idéologie franchement fasciste est inspirée de GOEBBELS. Son programme est le maintien du Kamerun sous la domination impérialiste, l'impérialisme français en tête. Tout cela se fait bien sûr avec le vocable de "socialisme africain". Il faut dire aussi que l'U.C.,

créature artificielle du gouverneur français, n'a jamais été pour l'indépendance du Kamerun.

2°) Le "Kamerun National Democratic Party" (K.N.D.P.) est également "au pouvoir". Son chef : John NGU FONCHA, Vice-Président de la "République Fédérale du Kamerun" a été très populaire quand il luttait franchement pour l'unification et l'indépendance du pays. Le néocolonialisme aidant, il a petit à petit abandonné la ligne réellement nationale de la politique juste de son parti. Son attitude a facilité la partition du Kamerun occidental par les colonialistes anglais. A l'heure actuelle, on peut considérer le KNDP comme la version anglaise de l'U.C. D'ailleurs, la fusion des deux "partis" n'est qu'une question de mois. Le KNDP n'a une certaine influence qu'à la partie occidentale du pays.

3°) L'Union des Populations du Camerun (UPC), parti de Ruben UM NYOBE et de Félix ROLAND MOUMIE, étend son influence sur l'ensemble du territoire national. Dès sa création, le 20 avril 1948, l'UPC, grâce à sa ligne nationaliste, anti-colonialiste et anti-impérialiste, a su poser de façon totale le problème national kamerunais. Sa méthode, sa ténacité, lui valent sa popularité et à contrarier la haine de l'impérialisme. Dissous en 1955, après les massacres de mai où plus de 5 000 patriotes trouvèrent la mort, l'UPC a continué à diriger la lutte nationale dans la clandestinité, puis dans sa phase armée. Actuellement, avec à sa tête Ernest OUANDIE, Président du Comité Révolutionnaire de l'UPC, ce parti dirige la résistance populaire contre l'oppression française sous sa forme néocolonialiste. L'UPC a des organisations de masses comme J.D.C. (jeunes), l'U.D.F.C. (femmes), ALNK (Armée de Libération). C'est l'avant-garde incontestée du peuple kamerunais.

4°) Le "One Kamerun Party" est en réalité la section de l'UPC du Kamerun occidental. Le sigle O.K. a été préféré à celui de UPC à partir de 1957 pour permettre aux masses populaires de cette partie de notre pays encore mal organisée de continuer la lutte sous forme légale après l'interdiction de l'UPC par les autorités colonialistes anglaises. Aujourd'hui, avec la réunification partielle du Kamerun, il y a unification de la dictature et le "One Kamerun Party" est obligé de mener une lutte clandestine du même titre que l'UPC.

Il faut cependant souligner que certains dirigeants de l'OK dont Ndeh NTUMAZAH se sont engagés après 1961 dans une voie de capitulation et ont oollaboré avec la clique de OSENDE-KUIGE pour liquider la révolution kamerunaise. Mais ils camouflent leur trahison en se faisant passer pour des zélés supporters des thèses chinoises dans les divergences idéologiques au sein du mouvement communiste international. Néanmoins, les militants de l'OK qui vivent quotidiennement la dictature du régime néocolonialiste sont demeurés révolutionnaires et participent activement et sur tous les fronts à la lutte de libération nationale.

5°) Le "Cameroon People National Convention" (CPNC), parti féodal qui s'est toujours opposé à la réunification du Kamerun. Son leader, le Dr ENDELEY ne s'est pas encore allié à TONCHE pour une simple question de personne. Son influence se localise dans certaines régions du Kamerun occidental.

6°) Le Parti de Démocrates kamerunais (PDC) a pour chef M. André MARIE MBIDA, ancien premier ministre. S'étant d'abord opposé à la politique nationale du Kamerun, M. MBIDA s'y est ensuite rallié et a coopéré de ce fait avec l'UPC jusqu'en 1960. Regagné par le mal néocolonialiste, il rentre dans le régime Ahidjo auquel il s'oppose notamment au sein de l'Assemblée législative élue le 10 Avril 1960. Officiellement, le PDC n'est pas interdit mais son leader est emprisonné pour s'être opposé à la politique fasciste d'Ahodjo et ses militants traqués et contraints de rejoindre l'UC.

7°) Le Parti Socialiste Camerounais : tendance SFIO. Son leader, M. Charles OKALA, est l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ahidjo. Comme M. MBIDA, il s'est opposé de façon fluctuante à la politique nationale du Kamerun. Mais en 1961, désireux de voir poser de façon conséquente le problème de la réunification du pays, il a été limogé. En 1962, s'étant opposé au "Parti Unique", il est mis en prison où il se trouve actuellement. Son parti n'est pas officiellement interdit mais, de fait, ses militants sont contraints de rejoindre l'UC de Ahidjo.

8°) Le Parti Travailliste Camerounais (PTC) : De création récente, sa méthode est celle du PSU, en France. Son leader, le Dr M. EYIDI BEBEY est incontestablement un

nationaliste. En 1960, il bat aux élections le n° 2 du régime. A l'Assemblée législative, il s'oppose conséquemment à la politique anti-nationale du régime Ahidjo. En 1962, à cause de sa prise de position contre le parti unique qu'Ahidjo tente d'instaurer, il est jeté en prison. Ce parti n'est pas interdit, mais son chef est en prison, ses militants sont contraints de rejoindre l'UC, cette interdiction existe de fait.

En résumé, on compte huit partis organisés au Kamerun ; mais de fait, deux tendances dominent la vie politique du pays :

a) La tendance au pouvoir grâce aux baïonnettes des armées étrangères et qui mène une politique anti-nationale sur tous les plans. Cette tendance existe tant qu'existe l'armée française et les autres appareils de répression du peuple kamerunais, toujours jaloux de son patrimoine. Dans cette tendance, il convient de ranger, sous la bannière de l'UC, les partis tels que le KNDP et le CPNC.

b) La tendance nationaliste qui s'oppose à la précédente et qui mène la lutte pour que le Kamerun soit gouverné par les kamerunais et au profit des kamerunais. En conséquence, cette tendance lutte contre les troupes françaises d'occupation et de reconquête coloniales, les bases militaires de l'OTAN, les lois fascistes supprimant les libertés démocratiques et syndicales, l'interdiction de l'UPC et de la Confédération Générale Kamerunaise du Travail (CGKT), bref l'asservissement du Kamerun indépendant aux puissances étrangères. Dans cette tendance, se rangent à côté de l'UPC et à des degrés d'engagement divers : le O.K., le Parti Travailliste Camerounais, du Dr EYIDI BEBEY, le Parti des Démocrates Camerounais de M. André Marie MBIDA, le Parti Socialiste Camerounais de M. Charles OKALA. A ces partis politiques, aux centrales syndicales telles que la CGKT, l'UNEK ..., à toutes les organisations et personnalités non politiques, mais ayant à coeur l'intérêt de la patrie, l'UPC réitère son vibrant appel pour la formation d'un large Front National Uni sur la base du programme minimum suivant :

1) Evacuation immédiate et totale des troupes et techniciens militaires étrangers ;

2) Abrogation des accords qui replacent l'Etat indépendant du Kamerun sous la domination des gouvernements étrangers ;

3) Libération et amnistie inconditionnelle de tous les détenus politiques, cessation des poursuites judiciaires actuellement engagées contre les patriotes kamerunais résidant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ;

4) Restauration et respect des libertés politiques et syndicales dans tout le pays, ce qui implique l'abrogation entre autres des lois sur l'état d'alerte, l'état d'urgence, etc... ;

5) Dissolution des institutions et retour anticipé devant les électeurs.

Un tel Front National Uni luttant pour la réalisation immédiate de ce programme minimum réunissant les aspirations de tout le Kamerun "peut et doit bénéficier "de l'appui absolu du peuple kamerunais dont il défend les "intérêts supérieurs" (communiqué final, A.P. du 13 septembre 1962).

C'est à coup sûr cette deuxième catégorie qui va gagner en raison de son caractère populaire et de son action révolutionnaire ; car tout kamerunais conscient sait que : "Le régime actuel n'est que l'enfant terrible de celui d'hier "et qu'il doit, dans une tentative de survie utiliser les "mêmes méthodes que le régime dont il perpétue et les souve-"nirs et les actes" (Ernest OUANDIE, Président du Comité Révolutionnaire de l'UPC).

## IV - Les problèmes tribaux et linguistiques aujourd'hui et demain

Au Kamerun, comme dans les autres pays d'Afrique, et d'ailleurs, il existe des groupes ethniques ayant lanques et uses spécifiques.

Très tôt, dans leur bataille contre l'émancipation du peuple kamerunais, les colonialistes ont joué à fond sur l'existence de ces ethnies, leur attribuant des choses artificielles et camouflant son caractère naturel et évolutif. Est né alors ce qu'on appelle "tribalisme" et que l'on peut définir comme le culte d'une tribu dans une communauté nationale. Comme on sait que dans le cas du Kamerun, par exemple,

il existe plus d'une dizaine de tribus, le culte de chaque tribu revient pratiquement à la division nationale et, en jouant sur ce tribalisme, les colonialistes ne font qu'appliquer la vieille règle : DIVISER POUR REGNER.

L'UPC a réagi en disant que "le tribalisme n'est pas valable en politique".

Est-ce là nier la réalité des éthnies ? Non point et le secrétaire général de l'UPC de préciser :

"Nous ne sommes pas des détribaliseurs comme d'aucuns le "prétendent. Nous reconnaissons la valeur historique des "éthnies de notre peuple, c'est la source même d'où jail- "lira la modernisation de la culture nationale. Mais nous "n'avons pas le droit de nous servir de l'existence des "éthnies comme moyen de luttes politiques ou de conflit "de personnes".

Donc, sur le problème tribal, deux attitudes : celle des colonialistes qui l'utilisent dans les "oppositions africaines", celle des kamerunais conséquents qui s'en servent comme un élément moteur de la culture nationale.

Il est à remarquer que dans ce domaine aussi le régime d'Ahidjo emboîte le pas des colonialistes ; c'est ainsi que pour justifier son incapacité de gouverner, à cause du progrès de la révolution populaire, il présente cette révolution comme le fait de quelques éthnies du Sud parce qu'il est du Nord. La question de Ministère Haoussa Ministère Boulou, etc... traduit également le fait que la distribution des portefeuilles ministériels est basée sur un dosage tribal et non la compétence politique.

Quant au problème linguistique, il est général que la colonisation a délaissé les langues nationales au profit du français et de l'anglais. Au Kamerun, l'UPC a largement montré que les dialectes pouvaient très bien être utilisés pour traiter des problèmes divers. C'est ainsi que nos meilleurs textes politiques ont été rédigés en langues nationales (Bassa, Douala, Ewondo, etc...).

Ici aussi Ahidjo s'est aligné sur la thèse de ses maîtres, Aucune réforme de l'enseignement élémentaire dans le sens de l'introduction des langues nationales. Quand quelques uns dé ses techniciens y pensent, c'est pour crier à la diversification des dialectes et sur l'impossibilité d'en sortir une lanque unique. Or, pour pouvoir choisir de façon conséquente cette langue unique, il est nécessaire de développer les langues nationales, d'où émergera l'unité culturelle du pays et partant la possibilité d'une langue officielle nationale. Or, l'asservissement culturel est une arme subtile des néocolonialistes qui ne voudraient pas que même dans ce domaine le peuple se rende compte que sa dignité reste à conquérir.

Donc, il y a bien des problèmes tribaux et linguistiques que les autorités néocolonialistes s'efforcent d'aggraver comme sous le régime précédent. Mais la répression à laquelle l'ensemble du peuple est soumis frappe tout le monde et montre à toutes les couches sociales du pays - arrivistes mis à part - que le problème de l'élimination du régime d'Ahidjo est une question nationale de première importance.

Cette confiction est encore plus profonde lorsqu'on examine le problème de réunification du pays.

## V - Réunification du pays

On sait que la réunification du Kamerun est l'un des points clés du programme national kamerunais.

Ahidjo a bien entendu accepté cela quand il est hissé au pouvoir en 1958 ; mais comme l'indépendance, il ne l'a fait que du bout des lèvres. De fait, il a beaucoup travaillé pour torpiller la réunification. Pourtant dès 1958, diverses opinions lui ont fait savoir que le principe de l'indépendance étant accepté, la réunification devait devenir sa préoccupation essentielle. Au lieu d'écouter ces conseils, Ahidjo s'est mis au service de ses maîtres.

- Un porte-parole autorisé du régime a déclaré en 1961 que la réunification était une affaire des Bamilékés et des Bassas.

- A l'ONU, le dossier est présenté comme un problème différent de celui posé 10 ans plus tôt par l'UPC en la personne de Ruben UM NYOBE, ce qui a embrouillé la question en faveur d'Ahidjo et de ses maîtres.

- Il n'a rien fait pour détruire l'argument réactionnaire tendant à montrer qu'au Kamerun oriental c'est le désordre et qu'en Nigérie, c'est la paix. Au contraire, il a empiré dans ce sens en accentuant la terreur.

- En 1961, après la décision de l'ONU, on porte l'affaire à La Haye contre le gré d'Ahidjo. Nous avons déjà dit que cela a valu le limogeage de son ministre des Affaires Etrangères de l'époque, M. Charles OKALA.

Le résultat de tout ce travail anti-national, c'est la réunification partielle du pays. Et tout le peuple sait que cela est arrivé par la faute d'Ahidjo. Celui-ci le sent si bien que dernièrement après le rejet de la plainte du "Cameroun" par la Cour Internationale de La Haye, Ahidjo a versé des larmes de crocodile en décrétant une journée de deuil national. A l'heure actuelle, beaucoup de pays admirent la "République Fédérale du Cameroun" comme exemple de réunification qui a franchi la barrière linguistique. Cette fierté partielle revient au peuple kamerunais avec à son parti d'avant-garde qui n'a jamais considéré le problème linguistique comme un obstacle à l'entente nationale ou internationale.

Ainsi, tous les problèmes d'ordre politique qui se posent au Kamerun depuis l'avènement de l'indépendance juridique, le 1er janvier 1960, se ramènent à la question primordiale de libération nationale.

A ce propos, Ernest OUANDIE, Président du Comité Révolutionnaire de l'UPC, a déclaré justement que :

"La mise sur pied d'institutions ironiquement baptisées
"nationales n'a pas résolu et ne pouvait résoudre dans
"les conditions que l'on sait, le grave problème de fond
"qui demeure posé, celui de notre libération totale du
"joug de la domination étrangère".

# CHAPITRE II

## LES DURES CONDITIONS DES TRAVAILLEURS KAMERUNAIS

-----------

La longue domination des impérialistes allemands, français et britanniques a eu pour conséquence fondamentale, la destruction partielle de la base économique de la société précapitaliste (ici féodale, là esclavagiste ou communautaire) et la pénétration de solides éléments de l'économie marchande impérialiste avec son cortège d'oppression et d'exploitation féroces dont sont victimes la classe ouvrière et tous les travailleurs kamerunais.

### I - Historique du Mouvement Ouvrier Kamerunais

La classe ouvière kamerunaise est née au cours d'une période historique de l'implantation du colonialisme et des monopoles capitalistes des puissances européennes. Son histoire est donc inséparablement liée à celle de la conquête coloniale, de l'ouverture de grands chantiers de construction, de la mise en exploiration des ressources forestières, des concessions foncières, de la pénétration de la grande agriculture de traite (banane, cacao, café, hévéa, coton...) et de la naissance de l'industrie de transformation (industries chimiques, alimentaires, textiles, industries du bois et des métaux...), tout ce qui a été entrepris au Kamerun, dans le cadre du placement des capitaux importés et de l'organisation du système de pillage des richesses nationales au profit des monopoles capitalistes étrangers, a grandement contribué à la naissance, au développement et à la prise de conscience progressive des classes exploitées de la société kamerunaise, en particulier de la classe ouvrière.

La particularité du prolétariat kamerunais consiste dans le fait qu'il est né, non pas au contact de la bourgeoisie et du capitalisme kamerunais, dont la formation a été beaucoup plus tardive et qui sont restés jusqu'ici embryonnaires, mais plutôt en relation avec les représentants de la bourgeoisie monopoliste et le capital financier étrangers. La classe du prolétariat et les autres couches travailleuses du Kamerun sont donc issues des activités économiques de la bourgeoisie monopoliste de certaines puissances européennes et en particulier de la bourgeoisie financière française qui s'est aussitôt mise à les opprimer et à les exploiter de la façon la plus éhontée et à réaliser sur leur travail des profits considérables.

Le mouvement des travailleurs kamerunais est un mouvement de légitime résistance opposé à cette oppression et à cette exploitation féroces. Son combat vise à la réalisation des objectifs immédiats et lointains, à la satisfaction des intérêts économiques des masses laborieuses et à la suppression radicale de la cause de la misère de tout le peuple, c'est-à-dire à la libération du pays de la domination impérialiste.

Le mouvement ouvrier kamerunais ne cesse de grandir au fur et à mesure que se développe l'appareil économique de pillage colonial et que s'installent de nouveaux chantiers, de nouvelles mines et de nouvelles usines. D'importantes concentrations ouvrières se sont réalisées au niveau de secteurs-clés de l'économie nationale. Citons quelques exemples.

Les industries chimiques qui emploient plus de 6 000 ouvriers comportent essentiellement en usines du traitement du latex, en huileries, en raffineries et en savonneries, comme celles de la Compagnie Commerciale Chypriote (CCC), l'huilerie SPROA d'Edea, les savonneries Ido et Bolavis, les huileries de Pitoa et de la SAP (Dibombari). Citons encore la Société Air liquide, les usines de désinfection, de matière plastique et de matériaux de construction.

Les industries du bois comptent plus de 35 usines de déroulages, scieries et menuiseries industrielles et groupent plus de 2 000 ouvriers. Ces usines sont la propriété des sociétés différentes dont la Société Nationale du Cameroun qui est rattachée aux groupes financiers Worms et la Banque d'Indochine et qui exploite près de 400 ouvriers. La Société d'Exploitation forestière et industrielle du Cameroun emploie quant à elle 350 ouvriers, la Société "Les Bois du Cameroun" d'Eseka : 500 personnes. La Compagnie Française du Cameroun des groupes financiers Schneider et Hersent utilise encore bien plus d'hommes.

Les industries alimentaires et les industries des métaux comptent parmi les plus importantes entreprises du pays. Elles groupent des milliers de travailleurs. Ce sont essentiellement les usines de traitement des cacaos (SIC), les usines de traitement du café en cerises, les usines de décorticage du riz, les pêcheries industrielles, les industries de la viande, les brasseries du Cameroun, la Sapcam (production d'eau de Javel et d'Insecticide), les établissements Ninin qui produisent les pâtes alimentaires. L'usine de la Société Alucam du trust Péchiney-Ugine traite l'aluminium transformé grâce au courant électrique meilleur marché produit par la centrale hydro-électrique d'Edéa, appartenant à la Compagnie ENELCAM. A côté de ce géant des industries kamerunaises (près de 18 % des exportations) on peut encore citer la Société Alubassa, la Maison du cycle filiale de la Société Peugeot, les Etablissements R. Guiol, etc...

II - <u>Qui opprime et exploite les travailleurs kamerunais</u> ?

Ces entreprises industrielles ainsi que les grandes compagnies de transport et de commerce, les mines, le commerce extérieur et intérieur, tous les autres secteurs-clé de l'économie kamerunaise se trouvent sous le contrôle strict de la bourgeoisie capitaliste française. Coalisée avec les éléments de la bourgeoisie des autres puissances impérialistes, cette bourgeoisie monopoliste est l'auteur principal de l'exploitation féroce et de l'oppression dont sont l'objet les travailleurs kamerunais. Voilà pourquoi l'impérialisme français demeure l'ennemi n° 1 des travailleurs et de tout le peuple kamerunais.

Le prolétariat kamerunais et les autres travailleurs kamerunais ne sont pas fondamentalement opposés à la bourgeoisie nationale qui est aussi victime de l'odieuse domination impérialiste. Donc, loin de se dresser contre elle, les travailleurs kamerunais ont en la bourgeoisie nationale un allié dans le dur combat qui les oppose à l'impérialisme. Sur le plan local, les impérialistes s'appuient sur les féodaux et les éléments de la couche supérieure de la bourgeoisie qui jouent le rôle d'intermédiaire dans le système de pillage colonialiste.

En résumé, on peut dire que si le peuple kamerunais est engagé dans un combat farouche contre la dictature féodale du fantoche Ahidjo, l'ennemi principal du peuple kamerunais c'est l'impérialisme français, c'est les mêmes trusts et les mêmes monopoles contre lesquels les travailleurs de France luttent avec la plus grande fermeté. Les mines, les grandes entreprises industrielles, les compagnies commerciales, telles que la SCOA, la CFAO, le Monoprix, les Galeries Lafayette et autres, les banques et les compagnies de transports, la grande agriculture de traite, tout cela appartient presque exclusivement à la Banque de Paris et des Pays-Bas, à la Banque de l'Union Parisienne-Mirabaud, au Crédit Commercial de France, à la Banque d'Indochine, aux groupes Worms, Rivaud, Schneider, Hersent, etc... c'est-à-dire aux mêmes groupes financiers qui sucent les travailleurs de France.

- Après cela, est-il encore nécessaire de souligner la communauté de combat et d'objectifs des travailleurs du Kamerun et ceux de France ? Est-il encore besoin de montrer que tout coup porté à nos ennemis communs par les uns ou par les autres profite à tous et que plus que jamais, il est nécessaire qu'un Front commun de lutte se réalise entre nos deux peuples afin d'en finir le plus rapidement possible avec la dictature et le pouvoir personnels et pour hâter le triomphe d'un régime vraiment démocratique dans nos deux pays ?

## III - Les travailleurs du Kamerun sont assujettis à un régime d'atroces souffrances

S'ils subissent le joug des mêmes monopoles capitalistes que les travailleurs de France, le poids des souffrances des travailleurs du Kamerun est encore

beaucoup plus écrasant. Ils sont soumis à un régime de terreur fasciste qui leur dénie le droit de s'organiser librement et de manifester publiquement au moyen de grèves leur mécontentement, un régime d'exploitation et d'oppression qui suce impitoyablement l'ouvrier, aggrave de jour en jour ses conditions de travail, fait répandre le chômage et porte la misère des masses populaires à son comble.

- <u>Le chômage, fléau de la classe ouvrière kamerunaise</u> : L'une des conséquences les plus douloureuses de la course aux profits exorbitants, course à laquelle se livrent les trusts et les monopoles capitalistes au Kamerun est l'extension dramatique du chômage. Dans chaque ville du Kamerun, des milliers de familles se trouvent du jour au lendemain livrées à elles-mêmes, sans travail et sans aucune ressource. Dans une ville comme Douala qui est la capitale économique du pays, des dizaines de milliers de gens sont réduits en chômage, près de 90 % de la main d'oeuvre n'arrivent pas à trouver d'emploi. Les colonialistes profitent de l'exode rural, de l'extension de l'armée de chômeurs et de la misère populaire pour baisser les salaires et pratiquer à une grande échelle la politique du chantage qui plonge les ouvriers embauchés dans l'incertitude du lendemain. Tous les jours ils vivent sous la menace constante de se voir priver de leur emploi. C'est de cette façon qu'en dehors du chômage, le sous-emploi est un phénomène général, l'une des plaies dont souffre le peuple kamerunais. Des milliers de travailleurs sont réduits à l'état de journaliers et de salariés temporaires que l'on congédie quand on veut et dès qu'on n'en a plus besoin.

- Au Kamerun, les impérialistes ne sont préoccupés que par un seul souci, piller, exploiter toujours davantage et remplir le plus qu'ils peuvent leurs coffres-forts. Ils ne s'occupent nullement de faire acquérir par les ouvriers la qualification professionnelle. Dans les accords qu'ils ont signés avec le fantoche Ahidjo, fourmillent les mots mielleux du genre de "l'aide généreuse de la France", "assistance technique", "promotion économique" du Kamerun, etc... Mais la réalité est tout autre ; elle apparaît bien plus sombre encore que sous le régime du colonialisme ancien.

- Le travailleur kamerunais est un forçat et un homme privé de liberté : Les colonialistes et leurs agents assujetissent les travailleurs kamerunais à un labeur particulièrement épuisant. D'abord la journée de travail est exagérément longue. Elle varie entre 10 heures et 14 heures de travail. Le code du travail que les dirigeants de la centrale syndicale fantoche évoquent souvent de façon démagogique n'est qu'un bluff. Chaque entreprise agit de façon autonome et traite les ouvriers comme bon lui semble. Mais toutes les entreprises ont ceci de commun qu'elles cherchent à tirer le maximum de l'ouvrier par un travail particulièrement épuisant.

Les salaires sont très bas. La grande usine d'aluminium d'Edéa paie ses ouvriers sur la base d'un SMIG horaire de 0,52 Fr. Les ouvriers de la Société Africaine, forestière et agricole (SAFA) de Dizangué, qui sont parmi les plus exploités et les plus humiliés touchent un salaire bien plus bas encore. Ils ont un salaire horaire de moins de 0,40 Fr.

L'écrasante majorité des travailleurs ont des conditions qui ne sont pas différentes de celles des esclaves. Le cas des travailleurs qui triment du matin au soir pour une simple boîte de sardines sont encore très fréquents. C'est celui de ceux qu'on appelle encore boys, marmitons, etc...

L'écrasante majorité de travailleurs habitent les masures et sont obligés de parcourir chaque jour de très grandes distances pour se rendre à leur lieu de travail. L'extension du chômage et du sous-emploi, la vulgarisation du système de travail à la journé permettent au patronat colonialiste de mépriser au maximum les ouvriers et employés. Du point de vue de l'habitat, beaucoup sont obligés de se loger par eux-mêmes et d'affronter ainsi d'incroyables difficultés avec souvent de nombreuses familles. Il existe, cependant, des entreprises qui logent une bonne partie de leurs ouvriers, mais c'est à des conditions encore plus insupportables. Par exemple la SAFA (Société Africaine Forestière et Agricole) dispose pour ses 4 500 ouvriers des chambres étroites, véritables taudis où s'entassent dans une promiscuité indescriptible des familles entières. Il s'agit d'une espèce de grande agglomération, entourée de fils barbelés et à l'intérieur de laquelle les ouvriers vivent comme dans un véritable camp de concentration, privés de la liberté de circulation, de réunion et de la visite de parents ou d'amis.

Il en est de même des 700 ouvriers de l'usine d'aluminium (Alucam) à Edéa et des 16 000 ouvriers de la Compagnie britannique "Cameroon Development Corporation" (CDC) du Kamerun occidental. Il s'agit là de grandes concentrations humaines qui vivent dans des conditions d'exploitation indescriptibles avec tout juste comme salaire de quoi ne pas crever de faim. Par contre, les Européens des mêmes entreprises vivent dans un luxe insolent, avec à leur disposition villas, piscines, terrains de jeux, clubs, bibliothèques, et bien d'autres commodités encore. Les Africains eux ont un traitement pire qu'à la sombre époque de l'indigénat. Les insultes, les humiliations de toutes sortes, le fouet et bien d'autres ignominies, voilà leur lot. Ils sont quasiment assujettis à un régime de travaux forcés, un régime de pire esclavage. Tous ceux qui ont eu l'occasion d'étudier les conditions de vie des travailleurs kamerunais ne manquent pas de conclure que le régime de dictature néo-colonial et féodal du fantoche Ahidjo n'est autre chose que le retour à l'époque médiévale avec son système de servage, de misère humaine, de maladies, d'analphabétisme, etc...

- Manque de libertés syndicales et de sécurité sociale : Les travailleurs kamerunais n'ont ni liberté de parole, ni liberté de réunion, ni à plus forte raison la liberté d'exprimer leur mécontentement ou leurs revendications au moyen de grèves. Toutes les organisations syndicales démocratiques sont balayées par la terreur fasciste du régime d'Ahidjo. La Confédération Générale Kamerunaise du Travail (CGKT), seule porte-parole des masses laborieuses est pratiquement réduite en clandestinité à la suite de l'arrestation de ses dirigeants et à la mise à sac de ses bureaux centraux et régionaux. C'est ainsi que depuis de longues années, son Secrétaire Général : Mayoa BECK et ses camarades Etamé Ebénézer, Yoppa Louis, etc... sont arbitrairement détenus dans des camps de torture par Ahidjo et ses maîtres.

Pour tromper l'opinion publique et abuser de nos travailleurs, les sbires du néocolonialisme ont mis sur pied leur FSC (Fédération Syndicale Kamerunaise) avec en tête les hommes comme Ngom Jacques, fossoyeur du syndicalisme militant et révolutionnaire. Dans sa charte, la FSC prétend défendre les intérêts des travailleurs kamerunais

alors qu'en réalité, et en tant qu'alliée du régime, son rôle principal est de servir le patronat en endormant par les mots et les sucettes la conscience révolutionnaire des ouvriers et de tous les travailleurs.

Aux conditions atroces des ouvriers, il faut mentionner le fait qu'aucune législation sociale n'existe au Kamerun, ce qui prive dangereusement les travailleurs d'une existence normale en période de chômage, de vieillesse ou en cas de mutilation ou de maladie professionnelle qui sont pourtant monnaie courant au Kamerun. Tout ouvrier malade est abandonné à lui-même. Il supporte seul les frais médicaux qui sont exorbitants dans un pays où règne une véritable pagaille. Il n'a aucune possibilité de donner à ses enfants une éducation convenable. Il ne bénéficie ni d'allocation familiale ni d'allocation de vieillesse devant lui permettre plus tard de mener une existence décente après la retraite.

# CHAPITRE III

## MISERE SOCIALE

-----------

D'une façon générale, les masses laborieuses, du fait de l'exploitation et de l'état arriéré de l'économie nationale, vivent dans la misère, l'ignorance et l'obscurantisme, connaissent la maladie et la faim.

Les populations en majorité paysannes (90 %) croupissent dans la misère que l'avènement de l'Indépendance néocoloniale en janvier 1960 n'a fait qu'aggraver. Les moyens de travail du paysan kamerunais restent archaïques. Le cultivateur utilise la DABA, la houe, la pour travailler son champ. Il ne dispose pas d'engrais lui permettant de remédier à l'épuisement des sols. On est loin d'une agriculture moderne mécanisée à grand rendement.

L'absence d'une infrastructure routière et ferroviaire ajoute aux difficultés du paysan qui, après la récolte, doit souvent parcourir à pied des dizaines de kilomètres pour vendre ses produits. Les troupes de répression font régner l'insécurité dans les campagnes, ce qui a pour conséquence d'entraver la liberté de circulation des personnes et des biens. Ainsi s'expliquent en partie les difficultés d'acheminement des produits agricoles vers les principaux centres commerciaux du pays.

Les produits du paysan, fruits de plusieurs mois de dur labeur sont vendus à vil prix à la SCOA, CFAO, R. & W. KING, John HOLD, etc... Ces compagnies étrangères monopolisent le commerce extérieur du Kamerun et par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce et de l'Industrie dominée encore par les gros colons imposent unilatéralement des prix aux paysans.

Par contre, les produits manufacturés de première nécessité reviennent très chers. Au prix déjà élevé de la marchandise s'ajoutent des taxes diverses dont la taxe de consommation qui représente le surprofit pour les capitalistes et le gouvernement à leur dévotion. Le paysan kamerunais doit également faire face à de lourds impôts exigés par le pouvoir pour alimenter un budget de guerre et de fonctionnement exorbitant. La fluctuation des cours mondiaux constitue pour le paysan un autre aléa. Certes, les caisses de stabilisation des prix de produits agricoles d'exportation (banane, cacao, café, coton, etc...) ont été instituées avec l'aide du gouvernement français et du Marché Commun soi-disant pour venir en aide au paysan. En réalité, ces caisses ne profitent pas aux paysans autochtones. Elles servent surtout à indemniser les colons qui possèdent déjà des milliers d'hectares de plantations d'hévéa, de bananiers, cacaoyers, etc... Profitent aussi des crédits de ces caisses de stabilisation une poignée de planteurs kamerunais ayant de solides amitiés au sein du gouvernement ou des assemblées législatives. Les caisses de stabilisation ont un autre rôle. Elles accentuent la dépendance du gouvernement local vis-à-vis des monopoles étrangers qui s'en servent d'ailleurs comme moyen de pression et de chantage.

Il résulte de tout cela que le revenu annuel du paysan kamerunais est si faible qu'il ne lui permet pas de subvenir à ses besoins les plus élémentaires.

Comme nous l'avons souligné plus haut, les conditions d'existence de la classe ouvrière laissent également à désirer. L'ouvrier kamerunais qu'il soit dans l'agriculture, à l'usine ou à l'atelier, touche un salaire de misère qui lui permet difficilement de joindre les deux bouts. Au Kamerun, le salaire de l'ouvrier varie entre 80 et 100 NF par mois. Depuis l'indépendance les salaires ont été systématiquement bloqués alors que les prix ne cessent d'augmenter. Dans la même période, les statistiques signalent un accroissement des profits des grandes compagnies et sociétés qui exploitent le pays.

Sous-alimentation

Cette situation est à la base de la sous-alimentation chronique que l'on observe dans nos villes et dans nos campagnes. Les salaires extrêmement bas et le prix élevé des denrées alimentaires de première nécessité, la famille nombreuse, ne permettant pas à l'ouvrier ou au paysan de manger à leur faim et surtout de varier leur alimentation. Les groupements entiers sont astreints à la privation ou sont condamnés à ne manger que le même plat pendant des mois. Le manque d'organisation du circuit de distribution à l'échelle nationale aggrave encore le déséquilibre alimentaire. Par exemple, dans les riches plateaux de l'Adamaoua (Nord Kamerun) on élève des bovins (600 000) avec un rendement en viande de 52 %. La viande est exportée du Gabon, Congo-Brazzaville, les peaux d'Europe. Mais dans le pays même de nombreuses localités ne sont pas desservies en viande. Dans la région côtière, au large de Douala et de Kribi, la pêche pratiquée par la Société SAPAC rapporte environ 3 000 tonnes de poissons. Mais il n'est pas rare de voir de vastes régions surtout à l'intérieur, privées de poissons durant une longue période de l'année.

Les bananes que l'on aurait pu mettre en vente à des prix abordables pour la population sont fréquemment jetées dans le fleuve Wouri après le chargement des bâteaux à destination de l'Europe. Au lieu d'aider au développement rationnel de la culture maraichère et des agrumes, les grandes compagnies préfèrent importer les fruits et les légumes d'Europe. Or ces produits importés sont vendus à un prix d'or. Seuls les Européens, les ministres, députés, et autres dignitaires du régime ont la possibilité de s'en procurer...

Pénurie de médecins pour une lutte efficace contre la maladie

La sous-alimentation, les mauvaises conditions d'habitation, le manque d'hygiène provoquent une éclosion de maladies. Pour enrayer endémies et épidémies, il faudrait construire des hôpitaux et dispenser des soins gratuitement. A défaut, de la gratuité complète des soins médicaux, il conviendrait d'instituer un système efficace de sécurité sociale.

Mais le régime n'y pense pas. Il préfère engloutir des millions de francs dans les opérations de répression contre la population. L'agence UPI, lors de l'intervention des parachutistes français au Gabon, n'a-t-elle pas révélé que le budget militaire de l'Etat du Kamerun se chiffrait à 78 millions de francs ? Le plus élevé de loin de tous les pays africains francophones.

Si dans les grands centres, on peut trouver un ou deux hôpitaux, dans la campagne ou dans les localités secondaires, il n'y a pas d'hôpital. De temps en temps, on trouve un dispensaire tenu par un infirmier. La qualité des soins laisse à désirer par suite du manque de médecins et de personnel paramédical compétent.

A Douala par exemple, ville de 150 000 habitants, on ne compte que 2 hôpitaux. L'hôpital Laquintine et l'Hôpital européen devenu depuis l'indépendance l'Hôpital Général.

En principe, dans l'Hôpital Laquintine, les soins sont gratuits ! Mais les médecins sont si peu nombreux qu'il faut faire parfois la queue durant 2 à 3 jours pour être servi. Quand on a la chance d'arriver jusqu'au médecin, on est étonné de ne pas trouver sur place des médicaments prescrits. Ce qui oblige le malade à aller les acheter dans une pharmacie de la ville. L'Hôpital Général est réservé aux dignitaires du régime et européens qui eux ont des moyens pour se faire soigner convenablement.

La pénurie de médecins et du personnel auxiliaire s'explique aisément. L'administration coloniale s'était systématiquement opposée à la formation des cadres locaux pour marquer l'infériorité de l'homme colonisé. Elle n'avait même pas permis aux jeunes kamerunais de bénéficier de nombreuses bourses d'études que l'O.M.S. avait mises à leur disposition en prévision de l'indépendance. Aujourd'hui, le besoin en cadres se fait sentir avec acuité, plus particulièrement dans le domaine médical où les études sont longues. Actuellement, au Kamerun on compte 1 médecin pour 200 000 habitants environ. Ce qui est très peu par rapport aux besoins de la population.

Analphabétisme

La civilisation marche avec le progrès de la popularisation de la culture. C'est ce que nous constatons dans les pays où l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée. Ce qui caractérise le Kamerun comme les autres pays d'Afrique qui viennent d'accéder à la souveraineté nationale, c'est essentiellement l'analphabétisme de l'immense majorité de la population. L'une des tâches urgentes, essentielles du gouvernement kamerunais devrait consister à engager une véritable campagne nationale d'alphabétisation comme cela a été fait à Cuba. Mais le gouvernement kamerunais actuel n'est pas en mesure de le faire puisqu'il reste prisonnier des monopoles qui, aujourd'hui comme hier, poursuivent les mêmes objectifs, à savoir : exploiter de plus en plus férocement le peuple, tout en le maintenant dans l'ignorance et l'obscurantisme.

L' enseignement, tel qu'il est dispensé à l'heure actuelle, n'est ni démocratique, ni populaire, encore moins national. L'école primaire n'est pas obligatoire. Elle est partiellement gratuite pour les Etablissements publics, entièrement payante pour les établissements confessionnels. 3 % seulement des effectifs admis dans l'enseignement primaire passent dans le secondaire. Ce qui fait que finalement est réservé aux familles aisées ou privilégiées, seuls capables de payer les études de leur progéniture. En dehors de ces considérations, il faut souligner que les enseignants font défaut et le nombre d'établissements scolaires demeure restreint. Ajoutons pour compléter ce tableau que malgré le caractère laïc de la "République Fédérale du Kamerun", reconnu par la constitution, une large part est faite à l'enseignement confessionnel qui occupe ainsi 60 % de l'enseignement du 1er cycle et 40 % du 2ème cycle.

Tout se passe comme si les autorités en place abdiquaient leurs responsabilités dans les domaines devant permettre l'amélioration des conditions d'existence des masses populaires !

## Répression politico-judiciaire

Le peuple kamerunais souffre non seulement de la misère, de la maladie et de l'analphabétisme, mais aussi de la répression et des violations des libertés élémentaires reconnues par la Déclaration de l'Homme et du Citoyen et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. C'est en mai 1959, que les colonialistes pour imposer un régime impopulaire ont promulgué une série de lois scélérates qui venaient légaliser un état de fait déjà existant: Ce sont :

1°) La loi n° 121 "tendant à réglementer les appels à la générosité publique"

Cette loi visait à empêcher l'UPC et les autres organisations démocratiques à bénéficier du soutien populaire pouvant se manifester par des souscriptions des dons de toutes natures. Elle frayait ainsi la voie à l'implantation du parti unique néo-fasciste d'Ahidjo.

2°) La loi n° 122 "sur le maintien de l'ordre public" autorisait le Ministre de l'Intérieur à proclamer "l'état de mise en garde" et l'état d'alerte.

a) Quand l'état de mise en garde est déclaré, les chefs de régions intéressées font garder à vue les individus jugés dangereux pour la sécurité publique, par les autorités locales, établissent le couvre-feu.

b) Dans la proclamation de l'état d'alerte : les chefs de régions intéressées doivent :
- établir le coufre-feu,
- soumettre à l'autorisation administrative la circulation des automobiles,
- ordonner la remise des armes et munitions et des postes de radio et faire procéder à leur recherche et à leur enlèvement,
- interdire toutes réunions et publications,
- éloigner les           de justice ainsi que les individus qui n'ont pas leur résidence habituelle dans les lieux soumis à l'état d'alerte.

3°) La loi n° 124 "complétant la législation sur la presse" aboutit pratiquement à la suppression de la liberté de la presse et interdit "l'introduction, la circulation, la distribution ou la mise en vente au Kamerun des journaux et périodiques" provenant de l'étranger.

4°) La loi n° 123 "portant modification de l'article 91 du Code Pénal" (français) étend les délits contre la sûreté de l'Etat aux "autres manoeuvres et actes de nature à compromettre la Sécurité Publique, à occasionner des troubles politiques graves".

La voie était aussi ouverte à l'arbitraire et à la terreur. Derrière les hommes de paille locaux, on retrouve le même législateur colonial qui lance sans cesse des trains de lois, de décrets et d'ordonnances fascistes en vue de noyer les légitimes aspirations du peuple kamerunais à la liberté, à la justice sociale, au progrès et à la paix.

Avec l'indépendance, consacrée par les accords de coopération du 13 novembre 1960 - en fait les accords de tutelle - la répression a pris une ampleur et une rigue jamais égalée ! Partout dans les moindres localités ont été installés des tribunaux spéciaux à caractère permanent ou temporaire.

Depuis le 12 mars 1962, en vertu de l'ordonnance n° 62 OF 18, en ses articles 1 à 4, seules les infractions à la sûreté de l'Etat ou à la législation sur les armes et les infractions connexes relevaient des juridictions d'exception, en l'espèce des tribunaux militaires, les "menées subversives", étant du ressort des juridictions de droit commun".

Cette situation a été jugée anormale par le "législateur camerunais" qui considère que les menées subversives qui se traduisent par des propos, des écrits tendancieux, des appels à la révolte sont tout aussi sinon plus graves que les infractions à la sûreté de l'Etat et doivent relever de ce fait des tribunaux militaires.

Aussi la loi n° 60'PJ4-ANF du 25 octobre 1963 est-elle venue "normaliser" la situation. En vertu de cette loi :

1°) La compétence des tribunaux militaires permanents ou temporaires s'étend désormais aux "menées subversives". Il suffit qu'nn paisible citoyen tienne des propos que les autorités jugent tendancieux ou qu'il commente tant soit peu défavorablement un discours ou une déclaration du chef de l'Etat, d'un ministre ou d'un préfet, etc... pour qu'immédiatement il soit déferré devant les tribunaux militaires, jugé et condamné à mort ou aux travaux forcés à perpétuité ! Ainsi le citoyen kamerunais n'a plus le droit de s'intéresser aux affaires de la Cité. Terrorisé, il est réduit au silence.

2°) Les pourvois en cassation, à l'égard des condamnations prononcées en matière de sûreté de l'Etat de subversion, etc... sont irrecevables. On se croirait chez Franco ou chez Salazar. Pourtant le gouvernement actuel de la République Fédérale du Cameroun est membre à part entière de l'ONU et de l'OUA et a souscrit à la Déclaration Universelle des droits de l'homme qui garantit les droits fondamentaux du citoyen.

3°) Le condamné perd ses droits civiques et civils ainsi que tous ses biens. C'est sur la base de cette législation d'exception qui n'a d'égale que celle des nazis, que s'opèrent tous les jours des arrestations arbitraires, des enlèvements, que se pratiquent les tortures dans les camps de tri, les exécutions sommaires et de temps à autres, des exécutions sur les places publiques de patriotes dont le seul crime est de réclamer les libertés démocratiques, l'évacuation des bases militaires étrangères, le droit au travail, le droit à la culture.

La juridiction fasciste en vigueur au Kamerun ne reconnaît aucun droit à la défense. C'est ainsi que Me Tixier Vignancourt, le grand avocat de l'OAS s'est vu refuser la défense des députés Mbida, Mayi Matif, Dr Eyidi Bebey, Okala, condamnés en 1962, à des peines d'emprisonnement pour avoir émis quelques réserves sur la politique du gouvernement Ahidjo. Ayant fait appel, les mêmes députés ont vu leur peine augmenter. Et Me Stibbe, qui avait tenté de les assister, n'a pas pu obtenir le visa d'entrée au Kamerun.

Plusieurs juristes démocrates ont déjà fait l'objet des mesures d'expulsion de notre pays pour avoir tenté d'accomplir leur devoir humanitaire. Me Kaldor et Me Matarasso, en savent long pour ne citer que ces deux exemples. Même en Espagne, franquiste, le droit pour l'inculpé d'avoir un défenseur de son choix n'a pas été complètement aboli. Mais au Kamerun, le pouvoir n'a pas hésité à franchir ce pas. Aussi le système de désignation d'office d'avocat est-il devenu une institution.

Appuyé militairement, financièrement et diplomatiquement par le gouvernement du Général de Gaulle, le gouvernement kamerunais actuel commet tous les jours des crimes et des atrocités sans nombre. Les mesures draconiennes prises pour camoufler la vérité n'ont d'autre but que de permettre au régime déchapper à la condamnation de l'opinion publique internationale.

Les prisons de Douala, d'Edéa, Eseka, Yaoundé, Nilongsamda, Dschamg, Mokolo, Yoko, etc... regorgent de détenus politiques dont on ignore le sort, les visites étant formellement interdites même aux familles. Actuellement, on compte environ 20 000 prisonniers, sans parler de ceux qui croupissent dans "les villages regroupés". Parmi les prisonniers, il faut retenir principalement :

a) <u>personnalités politiques</u>

Yapp Emmanuel, membre fondateur de l'UPC
Owono Mimbo, Simon
Boum
Dominique
Dr Eyidi Bebey
Tchoumba Isaac

b) <u>dirigeants syndicaux</u>

Mayoareck
Etame Ebenezer
Ngosso Martin
Yoppa Louis
etc...

Le régime pénitentier est pire que celui du droit commun. Sous-alimentation, manque d'hygiène, en sont d'autres caractéristiques.

# CHAPITRE IV

# LA RESISTANCE NATIONALE

"C'est sur la base des conditions concrètes qui "lui sont faites que le peuple juge les hommes qui le gouver- "nent et réagit vis-à-vis du régime" (Comité Révolutionnaire de l'UPC).

Le régime politique du Kamerun, sous le néocolonialisme, l'exploitation éhontée de tout le peuple, la misère sociale et l'insécurité permanente ont imposé à notre peuple deux voies :

- résister ou
- se mettre à genoux.

Nous avons choisi de résister. Le choix est bien celui du peuple kamerunais tout entier, désormais le nationalisme kamerunais revêt :

"la forme d'une résistance nationale sous diverses formes et "à l'avant-garde de laquelle l'UPC est fière de se trouver. "Cette résistance qui s'organise et qui agit contre l'oppres- "sion étrangère et le mensonge dont celle-ci se couvre sera "victorieuse tôt ou tard" (Ruben Um Nyobé).

## I - L'oppression militaire au Kamerun

1°) L'occupation militaire de notre pays compte un effectif de plus de 100 000 hommes comprenant :

- les contingents des forces armées de la communauté, formés notamment des soldats originaires du Tchad, de la République Centrafricaine, de la Haute-Volta, du Sénégal, du Congo-Brazzaville... Le Mali ayant retiré ses 1 500 hommes peu après son indépendance.

- la légion étrangère, repère de plusieurs "baroudeurs" d'Algérie et d'anciens criminels nazis spécialisés dans la torture.

- les officiers formant la "mission militaire française au Cameroun".

-"l'armée camerounaise et la gendarmerie militarisée du Cameroun".

- les supplétifs pris dans les "groupes d'autodéfense", les corps francs et les "commandos" et destinés à appuyer l'action des forces de reconquête.

En plus de ces groupes participant à la guerre de reconquête, il y a des bases militaires de l'OTAN, comme celles de Douala, Kounden, Koutaba... prêtes à intervenir si les précédentes forces s'avéraient insuffisantes.

2°) Cette armée bénéficie dès aides diverses :

a) matérielles : France, USA, RFA (40 millions de DM)
b) financière : France (près de 15 milliards d'anciens francs) USA (4 milliards d'anciens francs français par an)
c) humaine : France, RFA (officiers nazis)

3°) L'action répressive de cette armée revêt plusieurs formes :

a) massacres des populations au moyen des ratissages
b) camps de concentration, de regroupement, zones interdites, dont le but est d'isoler l'ALNK du peuple afin de l'anéantir
c) tortures et sévices
d) prisons-cercueils
e) pillage des champs et des plantations

4°) Bilan : plus de 100 000 morts, des dizaines et des centaines de milliers de chômeurs, de veufs, de veuves, d'orphelins.

## II - La résistance nationale : les raisons de sa victoire inéluctable

Donc, l'armée de l'oppression pourvue des moyens modernes "fait bien son travail". Pourtant, face à ce déploiement d'arme, le peuple est sûr de gagner ; quelques remarques suffisent à le montrer :

1°) Le peuple a été contraint de prendre les armes au moment où il s'y attendait le moins. Or, depuis 9 ans, il tient tête à l'énorme appareil néocolonialiste. Cela veut dire que sa volonté de vaincre est inébranlable. Et c'est beaucoup dans une telle guerre.

2°) Depuis 9 ans, les maquis tiennent : or, il ne pouvait en être ainsi si nos combattants ne bénéficiaient de l'appui de la population d'où ils tirent nourriture, argent, habillements, appuis de toutes sortes, encouragements. On a dit que nos maquis étaient composés des jeunes, même au-dessous de 10 ans. C'est là une certitude. Et même hors du maquis, ceux qui participent à la lutte en liaison avec les combattants, ce sont, bien sûr, les gens du bureau, de l'atelier, des chantiers, mais ce sont aussi ces jeunes êtres.

3°) Notre armement est insuffisant : eu égard à celui de l'ennemi, mais le terrain est brûlant sous les pieds des mercenaires. Nos combattants de ville et de campagne savent avoir des armes et quand ils en ont, savent les utiliser efficacement et les garder précieusement. Quelques chiffres éloquents : une de nos unités de l'ALNK qui fonctionne avec 26 FUSILS en tout et pour tout, au cours de DEUX attaques, a fait, pour la première 400 mercenaires tués, pour la deuxième 250 mercenaires tués.

5°) Le but de notre résistance est claire, pout tous nos camarades et combattants. Et c'est cette vue claire et nette, c'est cette conviction profonde qui détermine leur candidature, à l'ALNK et à la révolution. Ce but, c'est libérer le pays de l'étreinte néocolonialiste et instaurer un régime de démocratie nouvelle.

4°) En d'autres termes, les attaques, embuscades et autres formes de combat, des unités de l'ALNK, sont devenues de plus en plus précises, situées dans un contexte politique, déterminé et occasionnant le plus de pertes à l'ennemi.

6°) Nous contrôlons les campagnes des régions administratives du pays : Moungo, Wouri, Souaga-Kam, Menoua, Mifia, Baboutos, Nde, soit en tout 11 régions sur les 29 pays représentant 80 % de la production agricole.

# CONCLUSION

Le peuple kamerunais ne tolérera jamais le régime ultra-fasciste que le pouvoir gaulliste a installé à coup de canon et de baïonnettes à Yaoundé. En dépit de l'arbitraire, de la répression et de la terreur, il poursuit résolument la lutte qui doit nécessairement aboutir à l'instauration d'un régime de démocratie nouvelle, entièrement orientée dans la recherche du bien-être du peuple et la sauve-garde de ses intérêts fondamentaux.

Rétablir les libertés démocratiques, promouvoir la justice sociale, réaliser la réforme agraire en remettant la terre à ceux qui la travaillent, combattre la maladie et l'ignorance, libérer l'économie nationale de la main-mise des monopoles, voilà les objectifs que poursuit l'UPC, guide du peuple kamerunais.

Mais il est évident que ces objectifs ne sauront être atteints uniquement par la lutte armée. La lutte politique en tant que facteur d'éducation et de mobilisation des masses populaires revêt une importance considérable. C'est pourquoi l'UPC travaille à la réalisation d'un large front démocratique et patriotique qui doit grouper ouvriers, paysans, artisans, petits commerçants, fonctionnaires, intellectuels, révolutionnaires, étudiants, jeunesse, femmes, etc... La mise sur pied effective d'un tel front aidera grandement à la prise de conscience des couches sociales de plus en plus larges et constituera un appoint très important à la lutte armée que les impérialistes ont imposée à notre peuple. Dans ce grand rassemblement des forces révolutionnaires, un rôle important revient à la classe ouvrière kamerunaise - alliée à la paysannerie - qui mieux organisée pourra déclencher des grèves revendicatives pouvant aller jusqu'aux grèves insurrectionnelles.

Telles sont les perspectives qui s'offrent à la Révolution Kamerunaise. Nous sommes sûrs de la victoire, car notre lutte n'est pas isolée. Elle s'intègre naturellement dans le cadre du grand combat que les peuples livrent actuellement à l'échelle mondiale aux forces de l'oppression, de la réaction et de l'exploitation. C'est pourquoi le peuple kamerunais peut légitimement, pour triompher des impérialistes et de leurs valets locaux compter sur l'aide morale, matérielle, financière et judiciaire des travailleurs et des démocrates européens et en premier lieu des travailleurs et des démocrates français.